Pour combattre la crise, relançons la consommation par l'augmentation du pouvoir d'achat.

Cette crise est le résultat notamment de la financiarisation de l'économie, du déséquilibre grandissant entre la répartition des fruits du travail depuis plusieurs décennies. **La valeur ajoutée va de plus en plus vers les actionnaires et de moins en moins vers les salaires et la Protection Sociale. Résultat : une bulle financière qui explose.**

De plus, dans les négociations actuelles sur les retraites complémentaires, **le MEDEF mène un combat acharné** pour que ces dernières ne soient plus versées à partir de 60 ans, mais **à 62 ans, voire 63 ans : quelle saignée pour les pensions déjà bien faibles !**

Tous ensemble, exigeons de vraies mesures pour combattre la crise et améliorer le sort de tous ceux qui n'ont que leur travail pour vivre.

☞ **Arrêt des licenciements :** contrôle plus strict. Interdiction des délocalisations. Les périodes de baisse d'activité doivent être utilisées notamment pour la formation. Dans le cas où le chômage partiel est inévitable, maintien du salaire sur tous es éléments de la rémunération.

☞ **Solidarité avec les salariés des DOM** qui ont, par leur action unitaire , obtenu des avancées et dont le combat continue.

☞ Il faut continuer à agir tous ensemble. L'Histoire nous a montré que quand le Peuple est uni, n'importe quel gouvernement et le patronat le mieux organisé ne peuvent résister à la vague revendicative.

Le droit de grève est reconnu dans la Constitution. Même s'il n'y a pas de syndicat dans l'entreprise chaque salarié peut faire grève. Dans le privé il n'y a pas de préavis à déposer.

Manifestations à 15 h 30

Montluçon : départ place Jean Dormoy.

Moulins : départ devant Préfecture

Vichy : départ lycée Albert Londres (Presles)

Le 29 janvier, la confiance a changé de camp. Une forte majorité de nos concitoyens soutiennent le mouvement revendicatif en cours.

Le 19 mars, nous pouvons être encore plus nombreux en grève et dans les rues.

Enfonçons ensemble le clou pour nos légitimes intérêts.